

Déclaration liminaire SUD au CSAE INRAE du 15 février 2024
L'urgence d'une recherche publique enfin reconnue pour changer de modèle et contrer les lobbys agro-industriels

L'énième soubresaut du plan d'extinction de masse des emplois agricoles au profit des volumes produits et des chiffres d'affaires était l'objet du message de SUD Recherche à l'ensemble du personnel INRAE le 5 février¹.

Si l'opinion publique semble pour une bonne part avoir retenu que les travailleuses et travailleurs de la terre avaient gagné quelque chose dans ce combat, il apparaît pourtant clairement que les plus fragiles n'ont guère pu que prolonger leur peine quotidienne et différer leur défaite finale (80% des aides PAC pour les 20% les plus riches). La FNSEA est bien plus qu'un pouvoir économique et politique, c'est une organisation spoliante et toxique dont ses représenté-es attendent en vain la reconnaissance. Celles et ceux d'entre nous qui ont grandi dans le monde agricole connaissent bien cette souffrance.

Les expertises scientifiques collectives ont démontré l'ampleur des impacts des pesticides sur la santé humaine et l'environnement, et les programmes de recherche abordent de façon volontariste les alternatives agroécologiques capables de répondre aux enjeux environnementaux tout en préservant le niveau des productions agricoles. Pourtant, tournant le dos à la conviction exprimée par le ministre M. Fesneau le 27 septembre « *des résistances existent côté profession agricole et un message clair s'impose : la transition écologique est une obligation, pas une option ! Les agriculteurs savent au fond d'eux qu'ils n'ont pas le choix : c'est la transition ou la disparition* », le gouvernement a choisi de suspendre le plan Écophyto de réduction des pesticides pour apaiser le conflit avec une partie du monde agricole. Chercheurs et chercheuses pétitionnent pour manifester en nombre leur inquiétude face à cette décision, symptomatique du traitement disjoint des enjeux agricoles et environnementaux².

Rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur le plan Écophyto, le député D. Potier voit la pause du plan Écophyto comme « **un déni de réalité** ». Pendant que la FNSEA déploie force et ruse pour empêcher l'émergence des alternatives au modèle agricole qu'elle défend et co-pilote depuis ses sièges d'administrateurs de firmes-services ou grands groupes agro-industriels, allant jusqu'à obtenir l'abandon de l'indicateur Nodu (NOMBRE de Doses Unités) qui était sa bête noire depuis plus de 15 ans. Nous lutterons contre le détricotage de ce qui avait été une victoire historique des associations environnementalistes et de l'INRA à la suite du Grenelle de l'environnement en 2008.

Que devient la démocratie quand les faits scientifiquement établis sur la nécessité de changer les pratiques agricoles pèsent moins que des opinions motivées par la volonté de maintenir les profits et le statu-quo ? Le personnel de l'INRAE est ébranlé par les derniers événements et il est d'accord avec le PDG pour tenir le bon cap : une recherche publique au service du bien commun, par un contrat social où les décideurs prennent en compte l'avis des scientifiques.

Dans un monde en pleine redistribution des rôles, le débat s'impose pour choisir ensemble les bonnes routes, les bonnes options. Le compte à rebours s'accélère et la marche arrière sera impossible. Par exemple dans le cas de l'assouplissement de la réglementation des OGM sur les NGT afin d'accélérer la recherche et l'innovation, le passage en force est sidérant. La lettre ouverte de l'organisation WePlanet relayée par l'institut de biologie du CNRS appelle les parlementaires européen-nes à « *examiner attentivement les avantages de l'adoption des NGT* », à « *rejeter les ténèbres de l'alarmisme anti-science et à se tourner vers la lumière de la prospérité et du*

¹ <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article4307>

² https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/02/07/pesticides-nous-chercheurs-et-chercheuses-denoncons-une-mise-au-placard-des-connaissances-scientifiques_6215195_3232.html

progrès ». De l'économie de la promesse, les promoteurs/trices des NGT sont passé-es à celle du mensonge et désormais à celle de l'exorcisme ! **Nous attendons la réponse de la direction de l'INRAE à la question posée pour la 3^e fois le 18 janvier : un débat sera-t-il organisé à l'INRAE ?**

D'autre part, parmi les initiatives pour redonner des perspectives d'espoir, nous renouvelons la demande faite au PDG de l'INRA en janvier 2019³ d'organiser un grand colloque Dinabio (le dernier date de novembre 2013) pour réunir actrices et acteurs de la R&D sur et pour l'agriculture biologique.

La recherche publique jouera un rôle clef et pour cela elle doit recruter et payer décemment son personnel. L'aumône des 5 points d'indice accordés par le gouvernement indique son implication. C'est pour cela que les élu-es du personnel ont voté unanimement, de manière inédite, contre le budget 2024 au Conseil d'Administration de décembre.

La recherche publique ne peut également se faire sans coopération internationale, nous avons besoin d'accueillir des scientifiques et étudiant-es étranger-es. C'est notamment pour cette raison que SUD s'oppose à la loi Asile Immigration, qui demeure l'une des pires lois de la V^e République. Cette loi anti-immigration et anti-ouvrière facilitera grandement les conditions d'expulsion, ne respectera pas les droits fondamentaux, rendra plus précaire l'accueil des réfugié-es et plus difficiles les conditions de vie, pas seulement des Sans-papiers, mais de l'ensemble des personnes d'origine étrangère. L'agenda raciste de cette loi doit être combattu dans notre établissement, et nous lutterons avec toutes celles et tous ceux qui le voudront contre le développement des idées d'extrême droite.

³ <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2999>